

## **Air France : ni répression, ni suppressions d'emplois !**

**Une chemise qui vole, une direction qui fuit, des images qui ont fait le tour du monde, et pourtant...** Le transport aérien connaît une hausse continue de son développement de 5% par an. Paris est la 1<sup>ère</sup> destination touristique mondiale. Air France y a sa plate-forme principale. Air France connaît un taux de remplissage de ses avions supérieur à 90%.

Pourtant, Air France a supprimé au cours de ces dernières années, plusieurs milliers d'emplois. Les salarié-es subissent : 4 ans de gel des salaires, perte d'acquis sociaux, baisse du taux d'ancienneté, perte de jours de congé, annualisation du temps de travail, etc.

Alors que nos patrons se gavent, les dix plus hauts salaires s'octroyant 19% d'augmentation en 2 ans, nos conditions de travail ne cessent de se dégrader, avec augmentation du stress et son corolaire d'augmentation d'accidents du travail, de dépressions et de suicides. **Trop c'est trop. C'est ce qu'étaient venu-es dire les salarié-es à la direction d'Air France au CCE du 5 octobre.**

La direction de l'entreprise annonce que **dans les secteurs de l'entreprise qui ne seront pas au "prix du marché", il y aura des départs "contraints", c'est intolérable !** Elle a toujours le même objectif : faire baisser sa masse salariale, quelles que soient les conséquences sociales ou financières. Dans un contexte de croissance du transport aérien mondial, d'augmentation du trafic, l'annonce de la diminution de la flotte est en totale contradiction avec les indicateurs qui sont tous dans le vert. Alors que d'autres compagnies vont tirer bénéfice de cette prospérité (29 milliards de bénéfices attendus en 2015), Air France annonce dès à présent qu'elle se lance dans un plan de sous-activité.

**Le Président de la République en appelle au dialogue social à Air France comme si il n'y était pour rien dans l'affaire.** C'est pourtant l'Etat qui a la main sur la désignation du PDG, c'est l'Etat qui est représenté au conseil d'administration et qui a mandaté de Juniac pour appliquer son plan et supprimer encore des emplois : rappelons que depuis 2008 ce sont 12000 emplois qui ont été supprimés dans la compagnie !

**Quant au premier ministre, il a préféré insulter les grévistes en les traitant de « voyous » plutôt que de comprendre qu'il ne s'agit que de salarié-es inquiet-es et en colère,** venu-es pour discuter avec leur PDG. Provocation supplémentaire, 66 millions d'euros ont été donnés par l'Etat à Air France pour promouvoir la compétitivité et l'emploi (CICE). Au final pour les deux prochaines années : 2921 emplois supprimés.

**A l'appel de douze syndicats d'Air France (SUD-AERIEN, SNPAF, FO, CFTC, ALTER, SNPL, SNPAC, SNPNC, SPAF, CGT, UNSA-PNC, UNAC) un rassemblement est organisé le 22 octobre à 13h30 devant l'assemblée nationale à Paris.** Cette unité syndicale a longtemps été réclamée par le personnel ! L'ensemble des salarié-es d'Air France, qu'il soit personnel au sol ou navigant, manifesterà son opposition aux plans de la direction et son soutien aux collègues menacés de licenciements.

Solidaires appelle à participer à cette initiative. **Ensemble, nous réclamerons :**

- ◆ **Le retrait de toutes les poursuites et actions judiciaires engagées.**
- ◆ **L'arrêt de toutes les actions engagées par Air France contre les salarié-es grévistes.**
- ◆ **Un véritable plan de développement pour la compagnie.**

Une caisse de solidarité avec les 5 salarié-es d'Air France mis à pied à titre conservatoire et sans solde est organisée : <https://www.lepotcommun.fr/pot/h8micqm8>

Retrouvez les infos/matériels liés à cette lutte sur <http://www.solidaires.org/En-defense-de-l-emploi-Solidarite-avec-les-salarie-es-d-Air-France>



## **Louvre, Versailles, Orsay : mobilisation des personnels**

Le projet du président de la République d'**ouverture 7 jours sur 7 du château de Versailles et des musées du Louvre et d'Orsay** a provoqué une levée de boucliers de l'ensemble des personnels des établissements concernés. La mobilisation des personnels a, dans un premier temps, obligé le ministère à revoir sa copie en réservant cette ouverture supplémentaire à des publics dits « empêchés » et des groupes scolaires. Cette mesure aurait pu convenir aux agents si les conditions d'accueil des publics étaient convenables 6 jours sur 7. Ceci est loin d'être le cas. S'ajoutent la **dégradation des conditions de travail, les infrastructures vétustes, un certain public de plus en plus irrespectueux**, etc., qui ont fini d'exaspérer l'ensemble des agents.

A la demande des personnels d'accueil et de surveillance SUD Culture Solidaires a déposé un préavis de grève reconductible à compter du vendredi 9 octobre 2015.

Depuis, **les ouvertures du Château de Versailles et du musée du Louvre ont été fortement perturbées à plusieurs reprises.**

Dans l'optique de la construction d'un rapport de force étendu la grève a été suspendue.

Sud Culture Solidaires travaille à renforcer ce mouvement sur la durée et au développement des revendications portées par les agents la filière accueil surveillance et magasinage (retrait du 7/7, l'amélioration des conditions de travail, la revalorisation des carrières...). La mobilisation est là. Elle ne retombera pas.

## **Prosegur Lyon, Valence et Saint Etienne : 35 jours de grève**

Le 10 septembre, l'intégralité des convoyeurs de fonds des agences *PROSEGUR* des établissements de Lyon, Valence et Saint Etienne qui couvrent 9 départements de la région, se sont mis en grève, à l'appel des syndicats SUD TDF et CGT. La direction a décidé de supprimer plusieurs primes versées aux convoyeurs de fonds, et particulièrement la prime de risque qu'ils perçoivent en raison de leurs conditions de travail difficiles et dangereuses.

**Baisse de nos salaires ! Conditions de travail inacceptables mettant en danger les salariés comme les citoyens ! Voilà la politique menée par la direction d'un groupe mondial affichant pourtant un chiffre d'affaire de 3,7 milliards d'Euros en 2014.**

La direction a décidé de jouer le jeu périlleux du « pourrissement » du conflit, en tentant d'intimider les salariés grévistes, en refusant tout dialogue, en saisissant même les tribunaux pour entraves à la liberté du travail... qui l'ont débouté à 3 reprises durant le conflit.

**Au bout de 35 jours de grève, la direction a enfin cédé**, accordant le remboursement de l'argent pris sur les congés payés jusqu'en 2016, une dotation de 25600 euros en chèques vacances, 3 jours de carence maladie au lieu de 5. Ce long conflit a été dur pour les salariés, y compris financièrement, qui continuent leur appel aux dons (qui peuvent être envoyés à SUD TDF, 20 rue Descours, 42000 Saint Etienne).



## **OMS Synergie Sud (Nettoyage) : le personnel est en grève**

Le personnel de la société de nettoyage OMS Synergie Sud, qui travaille sur les sites de Paris Habitat, est en grève depuis le 21 septembre. La direction refuse toujours de négocier sur leurs revendications et a même menacé certains grévistes de licenciement en leur envoyant des lettres recommandées ! **Cela fait 4 semaines de grève, et les grévistes restent déterminé-es pour améliorer leurs conditions de travail (matériel, vêtements...), et leurs salaires (paiement, augmentation...).** Rassemblements devant la mairie du 19e, au siège social de la société, diffusion de tracts... L'inspection du travail s'est saisie du dossier sur la demande des grévistes qui ont fait constater des manquements au droit du travail (remplacement des grévistes par des CDD...).

**Le syndicat SUD Nettoyage appelle à la solidarité avec les grévistes !** Les personnels du nettoyage d'OMS Synergie Sud revendiquent :

- ◆ Le changement de qualification de tous et toutes les salarié-es
- ◆ Le changement de date du paiement des salaires
- ◆ L'attribution d'un treizième mois
- ◆ Une prime de salissure pour les salarié-es
- ◆ L'équipement complet et mis à disposition des salarié-es

Merci d'envoyer vos soutiens, vos chèques à : Sud Nettoyage, 144 bd de la Villette, 75019  
(ordre Sud Nettoyage, mention au dos solidarité grévistes OMS)

## **Enseignement Supérieur et Recherche : non à l'austérité**

**L'austérité continue d'affaiblir le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche** : le désengagement financier de l'Etat depuis plusieurs années dans le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche enfonce les établissements dans une crise budgétaire de plus en plus profonde. Les nombreux recours aux appels d'offre combinés à une insuffisance des moyens investis par l'Etat accélèrent la mise en place d'un service public à deux vitesses.

Lors de la journée de mobilisation du 16 octobre, à l'appel des organisations syndicales de l'Enseignement supérieur et de la recherche (dont SUD Recherche EPST et Solidaires étudiant-e-s), nous étions plusieurs milliers à manifester à Paris, Montpellier, Tours, Nantes, Lille, Le Mans, Caen... **Les journaux ont beau réduire nos discours à trois mots (« plus de sous »), nos revendications ne s'arrêtent pas là.**

Oui, nous demandons plus de moyens, mais aussi un changement radical des dynamiques actuelles au sein de l'enseignement supérieur et la recherche. Nous ne demandons pas seulement que les 65 000 étudiant-es arrivés en plus à cette rentrée puissent s'asseoir sur autre chose que des escaliers d'amphis : nous demandons que tou-ttes puissent s'inscrire où ils/elles le souhaitent, et plus largement l'arrêt de la sélection à l'université.



Nous ne demandons pas seulement que l'argent du Crédit Impôt Recherche, cadeau déguisé au patronat sous forme d'indemnisation, soit ré-alloué au financement de la recherche publique : **nous demandons l'arrêt complet de toute logique capitaliste, soumise aux intérêts privés et au jeu de la concurrence effrénée dans le monde de la recherche.**

Inutile de rappeler à quel point les logiques de sélection, privatisation et concurrence sont à l'origine des galères matérielles pour les établissements et les étudiant-e-s; mais aussi, à l'origine des inégalités sociales reproduites par le système d'enseignement supérieur français, pourtant tant décriées par un gouvernement qui aime à se dire « socialiste ».

Nous exigeons également la titularisation des tou-te-s les salarié-e-s de l'ESR, une revalorisation massive des revenus des personnels et refusons que leurs emplois soient remplacés par une main d'œuvre étudiante malléable : de leurs conditions de travail dépendent nos conditions d'études ! **La précarité étudiante doit disparaître, pas en nourrir une autre !**

## **Annecy : solidarité avec l'Inspectrice du Travail**

Le 17 octobre, près de 1500 personnes se sont rassemblées devant le **tribunal correctionnel d'Annecy** pour **soutenir notre collègue inspectrice du travail de Haute-Savoie, mise en cause par l'entreprise TEFAL pour « recel et violation du secret professionnel »** et le salarié de l'entreprise, lanceur d'alerte qui a eu le courage de révéler les manœuvres de son employeur en direction du préfet et du directeur du travail de Haute-Savoie.

Le rassemblement a permis les **prises de paroles** des organisations de Téfal, des syndicats de l'Inspection du travail et des organisations nationales (CGT, FO, FSU, Solidaires et CNT) et enfin de l'Observatoire de la répression et de la discrimination syndicale en son nom et en celui du Syndicat des avocats de France et du Syndicat de la magistrature... avant que soit présentée une **pièce de théâtre**, dynamique et percutante, présentant un faux procès qui se retourne contre la société Téfal.

A l'issue du procès, le procureur a requis une peine de principe pour le lanceur d'alerte, et pour l'inspectrice, 5000 € d'amendes pour violation du secret professionnel et surtout inscription au casier judiciaire, ce qui équivaut pour elle à une interdiction d'exercer... le verdict sera rendu le 4 décembre.

## **25 novembre : dire non aux violences faites aux femmes**

Date internationale (ONU), le 25 novembre est l'occasion de rappeler qu'**en France notamment, un viol est déclaré toutes les 40 minutes, qu'une femme meurt sous les coups de son compagnon (ou ex) tous les 2 jours et demi...** Les violences sont multiformes : violences au sein du couple, mutilations sexuelles féminines, mariages forcés, violences au travail, viols et agressions sexuelles ou bien encore prostitution, toutes les données existantes (faits ou enquêtes) réalisées depuis plus de 10 ans révèlent que ces violences se caractérisent par leur ampleur et leur gravité. **Toutes les initiatives seront donc bienvenues et à investir par les équipes de Solidaires**, le 25 novembre prochain, pour dénoncer ces violences.

A Paris, une manifestation sera organisée le samedi 21 novembre.

## 24 et 25 octobre : forum des chômeur-euses et précaires

Face au chômage, à la précarité, et aux attaques gouvernementales et patronales contre les droits sociaux, le forum\* « **chômeur-euses, précaires, intermittent-es : un revenu et des droits pour exister** » vise à mettre en commun nos réponses et nos actions, notamment lors de la prochaine négociation de la convention UNEDIC. La première journée (salle Jean Dame à Paris 2<sup>ème</sup>) prévoit 2 tables rondes, la première autour du nouveau statut du salarié ou du producteur, la seconde sur les allocations chômage et le rôle de pôle emploi. Le deuxième jour (bourse du travail St Denis), des ateliers sur les luttes et les revendications permettront de dégager des axes de mobilisation. Pour plus d'information : [www.ac-chomage.org](http://www.ac-chomage.org)

Dans le cadre de nos propres réflexions sur ces thématiques et sur la question de l'organisation des chômeurs-euses et des précaires, ce forum présente un réel intérêt pour les structures de Solidaires.

*\*forum organisé à l'initiative d'AC !, avec le soutien et la participation notamment du MNCP, de l'APEIS, de la Coordination des intermittents et précaires, des syndicats SUD-Pôle emploi et SNU-FSU Pôle emploi...*

## Bruxelles : 3 jours de manifestations, blocages et débats

**Les marches parties d'Espagne le 1er octobre sont arrivées à Bruxelles le 15 pour trois jours de manifestations, blocages et débats.**

5000 personnes en manifestation ont clôturé ces **deux semaines de mobilisation** avec en final la chorale de la Puerta del Sol issue du mouvement des indignés et venue de Madrid. D'autres délégations étaient présentes d'Italie, de Grèce, d'Allemagne, des Pays Bas, de France notamment. Solidaires a participé pendant les trois jours aux activités. Le blocage du sommet a été difficile à réaliser : plusieurs heures de rassemblement sous la pluie avec l'arrestation de ceux et celles qui avaient tenté une approche au plus près. Une conférence européenne sur la dette a réuni des intervenant-es de plusieurs pays montrant de façon très intéressante comment des mobilisations de bases peuvent avoir lieu sur ces questions comme c'est notamment le cas en Espagne, mais aussi en Grande Bretagne.

Les manifestations ont été marquées par la revendication anti-taфта et par le soutien aux immigrés et sans papiers avec des actions dirigées contre Frontex. Si lors de la traversée des marches en France, l'accueil n'a pas permis de grosses mobilisations, **les marcheurs et marcheuses rentrent chez eux néanmoins décidé à continuer leur action pour qu'une "autre Europe" soit possible.** Les camarades syndicalistes de Belgique ont souligné les difficultés du contexte social chez eux aujourd'hui : après les très fortes mobilisations de l'année passée, il y a eu le 7 octobre 100 000 personnes à nouveau dans la rue. Mais sans perspectives et avec des organisations syndicales qui signent un mauvais accord sur les retraites complémentaires sous pression du gouvernement, le même jour qu'était annoncé l'accord en France sur le même sujet.



Source : <http://www.zintv.org/>

## Justice sociale et écologique : mobilisons-nous



La préparation des différents moments de mobilisation de décembre s'intensifie malgré la mauvaise volonté des pouvoirs publics pour accueillir dans de bonnes conditions **les milliers de personnes qui vont converger vers Paris à l'occasion du sommet climat du 30 novembre au 11 décembre.**

Les collectivités locales rechignent à mettre à disposition des hébergements type gymnase et côté préfecture, ils mettent en avant les risques de "déferlement de hordes sauvages prêts à en découdre avec les forces de l'ordre".

Cela ne nous fera pas reculer et nous serons présent-e-s à la marche mondiale pour le climat le 29 novembre à Paris et dans les villes en région, au sommet citoyen pour le climat à Montreuil les 5 et 6 décembre, à l'espace 104, rebaptisé ZAC, (Zone d'action climat) du 7 au 11 décembre et enfin le 12 décembre à Paris dans une action de masse pour dire : **nous continuons la lutte pour la justice sociale et écologique.**

Retrouvez les infos/matériels liés à cette campagne sur <http://www.solidaires.org/-COP-21->